

**POUR SA QUATRIÈME SEMAINE CONSÉCUTIVE DE BAISSSE**

# Le pétrole passe sous les 50 dollars

**Les prix du pétrole remontaient légèrement hier mais restaient proches de leurs plus bas depuis début mai, les marchés restant prudents.**

**Younès Djama - Alger (Le Soir)** - A Londres, le baril de Brent de la mer du Nord valait 47,26 dollars sur l'Intercontinental Exchange (ICE), en hausse de 34 cents par rapport à la clôture de jeudi tandis que le baril de Light Sweet Crude (WTI) gagnait 19 cents à 44,65 dollars dans les échanges électroniques sur le New York Mercantile Exchange (Nymex).

Malgré un timide rebond, le pétrole était en passe d'enregistrer sa quatrième semaine consécutive de baisse, une première depuis août 2015. En dépit de l'accord des pays de l'Opep pour diminuer leur production, les stocks américains ont diminué moins que prévu la semaine dernière, expliquent des experts. «L'offre de pétrole est désormais supérieure de 100 millions de barils à la moyenne de 5 ans. Les investisseurs pensent que la hausse de la production de pétrole de schiste américain fait plus que compenser les efforts du cartel», analyse Agence Option Finance (AOF) du groupe Option Finance cité par *Le Figaro*. «Les prix du pétrole se sont approchés de l'abîme car les investisseurs les plus prudents ont profité de la hausse inattendue des réserves d'essence pour vendre des barils», a expliqué un analyste.

Selon les données du Département américain de l'Energie (DoE) arrêtées au 9 juin, les réserves américaines de brut se sont repliées de 1,7 million de barils, mais celles d'essence s'inscrivent en hausse de 2,1 millions de barils. La hausse des réserves d'essence a particulièrement surpris les marchés alors que la demande

des conducteurs américains augmente habituellement durant l'été.

Cette hausse des réserves américaines pèse sur le moral des investisseurs, qui voudraient voir s'amorcer le rééquilibrage du marché mondial alors que l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep)

et ses partenaires ont abaissé leur production depuis le début de l'année.

«Les marchés craignent que le poids de la baisse de production devienne trop lourd pour l'Opep, et qu'elle abandonne ses efforts en 2018. Le cartel pourrait arrêter l'accord et privilégier le volume de production plutôt que le prix du baril, comme il l'a fait en 2014», a prévenu un autre analyste.

Y. D.



Photos : DR

Un timide rebond.

**ABDELKADER BOUAZGUI APPELLE À INTENSIFIER LA SENSIBILISATION ENVERS LES AGRICULTEURS**

## L'assurance dans le secteur agricole demeure faible

**Le taux de pénétration des assurances dans le secteur agricole demeure faible. Seulement 21% des agriculteurs sont assurés. Ce manque d'intérêt s'explique par l'absence de la culture d'assurance chez les producteurs.**

Un état des lieux réitéré jeudi à l'occasion de la tenue de l'assemblée générale ordinaire du conseil d'administration de la Caisse nationale de la mutualité agricole (CNMA) organisée à l'Ecole nationale de la Sécurité sociale de Ben Aknoun.

Le DG de la CNMA Benhabiles Cherif, estimant que même si le taux de pénétration a connu une progression ces trois dernières années, il reste encore très loin des objectifs qu'on s'était fixés. Il appelle à continuer à faire un travail de proximité, d'accompagnement et de communication envers les agriculteurs et producteurs. «L'assurance ne doit pas être conçue comme un acte administratif. Il est temps de lui donner toute sa considération comme étant un acte économique qui vient d'abord préserver les acquis et sécuriser les revenus des agriculteurs ensuite», a indiqué le DG de la CNMA en marge de l'AG.

En termes de chiffres, la CNMA a enregistré un chiffre d'affaires de 13 milliards DA en 2016, en hausse de 2% par rapport à l'année d'avant.



Abdelkader Bouazgui.

Au 31 décembre 2016, le chiffre d'affaires de la CNMA avoisine les 13 milliards (mds) DA contre 12,5 mds DA en 2015, enregistrant une hausse de 2%. Une progression jugée «appréciable» par rapport au marché national des assurances qui s'est accru de 0,8% seulement en 2016, met en avant Chérif Benhabiles. Il juge toutefois que cette croissance demeurerait en dessous des prévisions de la compagnie qui tablait sur un taux de 8%, à cause de la crise économique et financière que vit le pays. D'après la même source, les sinistres déclarés ont aussi légèrement évolué en passant de 7,240 mds DA en 2015 à

7,383 mds DA en 2016, soit une hausse de 1%.

Les indemnisations, quant à elles, ont atteint 6,803 mds DA en 2016 contre 6,719 mds en 2015, en hausse de 1,25%. Le bilan fait également état d'une évolution de 31% sur un an, de la marge d'assurance nette en 2016 (1,25 milliard DA).

Selon Benhabiles, les dossiers de sinistres cumulés pendant plusieurs années se sont soldés par un remboursement de plus de 19 mds DA durant les trois dernières années.

Présent à cette rencontre, le nouveau ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Abdelkader Bouazgui, dont c'est la sortie officielle, a appelé les responsables de la CNMA à redoubler d'efforts et à intensifier la sensibilisation et la vulgarisation autour de l'assurance agricole afin de répondre aux besoins du secteur. «Les défis qui nous attendent, à court et à moyen terme, sont énormes. Si nous voulons donner à ce secteur la place qui lui convient dans l'économie en tant que secteur créateur de richesses, nous devons fournir plus d'efforts», a-t-il mis en exergue.

Le ministre a exhorté les responsables de la Caisse en vue d'être un espace ouvert aux agriculteurs, aux éleveurs et aux pêcheurs et opérateurs économiques.

Y. D.

**SELON LE D<sup>r</sup> BERKANI**

## La contractualisation, solution idoine pour améliorer la qualité des services

**Le président du Conseil national de l'Ordre des médecins, D<sup>r</sup> Mohamed Bekkat Berkani, a indiqué jeudi que l'application du système de contractualisation entre les Caisses nationales des Assurances sociales et les établissements hospitaliers était la «solution idoine» pour améliorer la qualité des services et rationaliser les dépenses en matière de soins.**

Lors d'une conférence organisée par le Front el-Moustakbel sous le thème «financement du secteur sanitaire», le D<sup>r</sup> Bekkat Berkani a affirmé que le système de financement actuel des établissements hospitaliers était «dépassé», relevant l'impératif d'appliquer le système de contractualisation qui contribue à améliorer la qualité des services et rationaliser les dépenses en matière de soins.

Après avoir salué le travail accompli par les Caisses d'assurance sociale et le bilan positif réalisé cette année, le même respon-

sable a appelé à tirer profit de ce bilan pour appliquer le système de contractualisation entre ces caisses et les établissements hospitaliers d'une part, et entre les caisses et les cliniques privées d'autre part.

Pour ce qui est de la contractualisation avec le secteur privé, le D<sup>r</sup> Bekkat Berkani a relevé l'impératif de financer uniquement les services qui ne sont pas fournis par le secteur public en vue d'asseoir une complémentarité entre les deux secteurs.

Concernant les compétences

nationales de la diaspora, le président du Conseil national de l'Ordre des médecins a appelé à rechercher les moyens pour profiter des connaissances de ces compétences au service du pays, dans la mesure où plusieurs d'entre elles sont «prêtes à accomplir cette mission».

Il a ajouté que l'on ne peut prétendre à l'amélioration du secteur sanitaire et à la rationalisation des dépenses en matière de soins sans «s'intéresser aux ressources humaines» et ouvrir le dialogue avec les différents corps en dehors des activités syndicales, et ce, à travers l'organisation de rencontres régionales qui permettent aux différents corps d'exprimer leurs préoccupations professionnelles et de désigner des représentants pour les exposer au ministère.

«L'on ne peut assurer un traitement de qualité sans prendre en charge ces préoccupations», a-t-il souligné, rappelant à ce propos les ruptures de stock de certains médicaments.

Après avoir mis en avant la nécessité d'encourager les investisseurs dans ce secteur, le même responsable a appelé à revoir le système du service civil actuel qui s'est révélé «un échec».

Abordant la question de surcharge à laquelle font face les grands établissements hospitaliers du nord et la problématique de déplacement des citoyens en quête de qualité de services, le président du Conseil national de l'Ordre des médecins a préconisé d'encourager les médecins à «se fixer au lieu de leur affectation» en mettant en place des mesures incitatives, notamment des salaires

attractifs et des logements. Le D<sup>r</sup> Bekkat Berkani a déploré, par ailleurs, la «saignée» qu'a subie le secteur de la santé à travers la fuite des compétences algériennes, soulignant que «l'Algérie forme pour les pays occidentaux». Il a appelé à mettre fin à ce problème et à trouver des «solutions urgentes face à ce problème».

Il a également abordé la question de la maintenance des équipements médicaux et la prise en charge de la santé de proximité qu'il estime être la «solution idoine» pour garantir l'équité des soins entre les différentes régions du pays, appelant par la même occasion à la tenue d'un Conseil des ministres pour rechercher des solutions aux problèmes du secteur.

APS